

**Décentralisation :**

**Une partie des revendications des Départements enfin entendues**

**Le Président de la République a réaffirmé sa volonté de faire « une vraie décentralisation ». La Première ministre a renoncé au dispositif de sanctions financières à l'encontre des collectivités locales. Près d'un mois et demi après les Assises de Départements de France et les nombreuses sessions de travail avec le chef de l'État et son gouvernement, la situation évolue visiblement !**

DF voit avec satisfaction Elisabeth Borne renoncer aux dispositifs de sanctions sur nos trajectoires budgétaires et décider de faire confiance aux grandes collectivités pour limiter leurs dépenses de fonctionnement.

*« Cela fait des mois que nous le répétons : les Départements sont conscients de la situation financière du pays. Mais il faut que l'Etat prenne aussi conscience de nos difficultés. Nous avons démontré au Gouvernement que même les Départements qui à l'époque n'avaient pas signé les contrats de Cahors avaient fait le choix du sérieux budgétaire. Nous l'avons appelé à nous faire confiance et surtout à mettre effectivement nos moyens en adéquation avec l'évolution des charges qu'il nous impose »* a déclaré François Sauvadet, Président de Départements de France.

Il faudra continuer à travailler sur l'évolution de nos ressources pour faire face, car de nombreux Départements sont en difficulté. Il n'y aura pas d'efficience locale sans autonomie fiscale. Nous sommes prêts à travailler à une véritable décentralisation que nous réclamons, et que le Président de la République envisage. Non pas une énième loi de réorganisation des compétences territoriales, mais bien un changement de culture et de doctrine, une nouvelle ambition. Un véritable transfert de compétences, de responsabilités, de pouvoir normatif et un financement correspondant est maintenant nécessaire. Nous lui demandons de mettre en œuvre cette révolution de l'organisation territoriale et sommes prêts à prendre toute notre part dans ces réflexions.